

PROCES-VERBAL  
**CONSEIL MUNICIPAL DU 14 MARS 2024**  
A 18 H30 – SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL

**Présents** : Caroline Terrier, Sergio Mancini, Véronique Cortinovis, Philippe Maillez, Sylvie Caillet, Lionel Chevrolat, Annie Maciocia, Joël Aubernon, Annick Pantel, Elodie Brelot, Sébastien Renevier, Anne Le Guyader, Nathalie Thimel-Blanchoz, Harris Reneman, Philippe Casamayor.

Camille Clerc-Renaud : Directeur Général des Services  
Sarah Brot : Responsable Finances

**Représentés** :

Catherine Barcellino a donné procuration à Sergio Mancini  
Valérie Berger a donné procuration à Caroline Terrier  
Jean-Marc Curtet a donné procuration à Véronique Cortinovis  
Gilbert Debard a donné procuration à Joël Aubernon  
Laurence Rouquette a donné procuration à Sylvie Caillet  
Patrick Tholon a donné procuration à Annick Pantel  
Jean-Pierre Cottaz a donné procuration à Nathalie Thimel-Blanchoz

**Absents** :

Franck Longin, Sophie Gaguin, Anne-Sophie Rampon, Bertrand Vermorel, Cyril Langelot.

**1. Désignation du Secrétaire de Séance par le Conseil Municipal conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales**

Elodie Brelot est désignée secrétaire de séance.

**2. Approbation du procès-verbal du Conseil Municipal du 15 février 2024**

Le Conseil Municipal approuve à l'unanimité le procès-verbal de la séance du 15 février 2024.

**3. Compte rendu des décisions prises dans le cadre des délégations du maire, en application de l'article L.2122-22 du C.G.C.T**

Décision n° 4 concernant l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres		
DATE	OBJET/ATTRIBUTAIRE	MONTANT
11/03/24	Marché de prestations de maîtrise d'œuvre pour la rénovation et modernisation du parc d'éclairage public - ARCHITECTURE RESEAUX SARESE - 20, route des églantiers 69210 SAVIGNY	18 000 € HT

## **RESSOURCES HUMAINES**

### **4. Etat annuel des indemnités perçues par les membres du Conseil Municipal**

*Rapporteur Caroline Terrier*

La loi Engagement et Proximité du 27 décembre 2019 a complété le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) par un nouvel article L2123-24-1-1, pour les communes, qui précise que, chaque année, doit être établi « un état présentant l'ensemble des indemnités de toute nature, libellées en euros, dont bénéficient les élus siégeant dans leur conseil, au titre de tout mandat ou de toutes fonctions exercées en leur sein ». La Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL) a apporté les précisions sur l'interprétation de ces nouvelles dispositions et précise que cet état doit mentionner les indemnités de toute nature, perçues au titre du mandat municipal, de tout syndicat mixte, pôle métropolitain, PETR et de toute société d'économie mixte ou société publique locale.

Dans cette liste, les élus de Beynost qui perçoivent des indemnités, n'en perçoivent qu'au titre de leur mandat municipal, ainsi qu'il suit, sans majoration. Cet état retrace les indemnités de l'année 2023 :

<b>Fonctions</b>	<b>Noms, prénoms</b>	<b>Période</b>	<b>Taux appliqués</b>	<b>Montants mensuels bruts</b>	<b>Montant annuel</b>
Maire	TERRIER Caroline	01/01/2023 au 31/12/2023	55%	2 247,25	26 767,74
Adjoint Urbanisme	AUBERNON Joël	01/01/2023 au 31/12/2023	22%	898,90	10 707,06
Adjoint Scolaire	CAILLET Sylvie	01/01/2023 au 31/12/2023	22%	898,90	10 707,06
Adjoint Jeunesse Sport	CHEVROLAT Lionel	01/01/2023 au 25/10/2023	11%	442,80	4 454,60
Adjoint Travaux	CHEVROLAT Lionel	26/10/2023 au 31/12/2023	22%	898,90	1 872,71
Adjoint CCAS/Petite Enfance	CORTINOVIS Véronique	01/01/2023 au 31/12/2023	22%	898,90	10 707,06
Adjoint Communication	MACIOCIA Annie	01/01/2023 au 31/12/2023	22%	898,90	10 707,06
Adjoint Finances	MAILLEZ Philippe	01/01/2023 au 31/12/2023	22%	898,90	10 707,06
Adjoint Sécurité et Voirie	MANCINI Sergio	01/01/2023 au 31/12/2023	22%	898,90	10 707,06
Conseiller Délégué	PANTEL Annick	01/01/2023 au 25/10/2023	5,50%	224,72	2 227,28
Adjoint Jeunesse Sport	PANTEL Annick	26/10/2023 au 31/12/2023	22%	898,90	1 910,17
Adjoint Travaux voirie	PEREZ Christine	01/01/2023 au 03.10.2023	22%	898,90	8 100,24
Conseiller Délégué	BRELOT Elodie	01/01/2023 au 25/10/2023	5,50%	224,72	2 197,32

Mme Le Guyader attire l'attention sur le fait que ne sont pas mentionnées dans le tableau les indemnités que certains élus peuvent percevoir pour les mandats qu'ils exercent par ailleurs.

Mme le Maire répond que l'état annuel ne concerne que les indemnités perçues pour leur mandat sur Beynost. Elle ajoute que les élus beynolans ne perçoivent aucun

remboursement de frais dans l'exercice de leurs fonctions, ce qui n'est pas toujours le cas.

Le Conseil Municipal, à l'issue de l'exposé, prend acte de l'état annuel des indemnités perçues par les membres du Conseil Municipal, par délibération 02-2024-13.

**5. Autorisation de signature d'une convention entre la CCMP et la commune pour la désignation d'un référent déontologue pour les élus**

*Rapporteur Caroline Terrier*

*Arrivée de Mme Gaguin à 18h44, ce qui porte le nombre de présents à 16 et le nombre de votants à 23.*

L'article 218 de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022, dite loi 3DS, a complété l'article L.1111-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) traitant de la Charte de l'élu local, en prévoyant la possibilité pour tout élu local de pouvoir consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés dans la charte de l'élu local,

Le référent déontologue pour les élus doit être désigné par l'organe délibérant de la collectivité territoriale, du groupement de collectivités territoriales ; plusieurs collectivités territoriales, groupements de collectivités territoriales peuvent désigner un même référent déontologue pour leurs élus par délibérations concordantes ;

CONSIDERANT qu'il peut s'agir d'une ou plusieurs personnes, ou d'un collège ; que les incompatibilités suivantes sont prévues :

- les référents ne doivent exercer aucun mandat d'élu local au sein des collectivités auprès desquelles ils sont désignés
- ils ne doivent plus exercer un mandat depuis au moins trois ans
- ils ne doivent pas être agent de ces collectivités
- ils ne doivent pas se trouver en situation de conflit d'intérêt avec celles-ci

Considérant que les missions de référent déontologue sont exercées en toute indépendance et impartialité par des personnes choisies en raison de leur expérience et de leurs compétences ; que les référents désignés sont tenus au secret professionnel dans le respect des dispositions du code pénal et à la discrétion professionnelle pour tous les faits, informations ou documents dont ils ont connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions ;

Considérant qu'il est proposé à ce titre :

- d'avoir recours à une personne pour exercer les missions de référent déontologue et non à un collège
- de désigner le référent déontologue pour une durée de 3 ans renouvelable
- de fixer le montant de son indemnité à 80 € par dossier et le remboursement de ses éventuels frais de déplacement en fonction du barème applicable aux agents de la fonction publique territoriale
- de pouvoir le solliciter le cas échéant, au-delà de la fonction de conseil visée par la loi, pour des missions supplémentaires relatives à la déontologie et à l'éthique.

Considérant que Monsieur Jean-François KERLEO, professeur de droit public à l'université d'Aix-Marseille, Vice-Président de l'Observatoire de l'Ethique Publique et spécialiste de déontologie de la vie publique, a été désigné par le Conseil Communautaire du 06 février en tant que référent déontologue pour une durée de trois ans,

Sur la base d'une délibération municipale concordante, Monsieur KERLEO pourrait intervenir également auprès des élus de la commune de Beynost.

Il est proposé, en annexe de la présente délibération, une convention entre la commune de Beynost et la Communauté de Communes de Miribel et du Plateau. Cette convention précise que l'organisation administrative et financière afférente à la saisine du référent déontologue par les élus communaux est confiée à la CCMP. Les missions du référent déontologue, ainsi que les modalités de saisine et conditions financières qui la régissent y sont spécifiées.

A la question de Mme Thimel-Blanchoz, Mme le Maire répond que Mr Kerléo sera en mesure d'intervenir rapidement en cas de besoin sur tout le territoire de la CCMP.

Le Conseil Municipal, par délibération 02-2024-14, approuve à l'unanimité la convention avec la CCMP en désignant Mr Kerléo en tant que déontologue et autorise Madame le Maire à signer la convention.

## **FINANCES**

### **6. Approbation du Compte de Gestion 2023**

*Rapporteur Philippe Maillez*

Le Compte de Gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur.

En application des dispositions des articles L1612.12 et L2121-31 du code général des collectivités territoriales, l'assemblée délibérante entend, débat et arrête le compte de gestion du comptable qui doit être voté préalablement au compte administratif, sous peine d'annulation de ce dernier par le juge administratif.

Après la présentation du Compte Administratif de l'exercice 2023 et des délibérations modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif et des restes à réaliser ;

Considérant que le Compte de Gestion est exact ; Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 01/01/2023 au 31/12/2023 et sur l'exécution du budget principal de l'exercice 2023 ;

Le Conseil Municipal, par délibération 02-2024-15, approuve à l'unanimité le Compte de Gestion du budget principal, dressé par le trésorier pour l'exercice 2023, et certifié conforme ; précise que celui-ci n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

### **7. Approbation du Compte Administratif 2023**

*Rapporteur Philippe Maillez*

Madame le Maire ayant quitté la séance au moment du vote, le Conseil Municipal siégeant sous la présidence de M. Joël AUBERNON, doyen de l'assemblée conformément à l'article L 2121 14 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal, par délibération 02-2024-16, approuve à l'unanimité le Compte Administratif du budget principal de la commune pour l'exercice 2023, comme suit :

	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT		TOTAL DES SECTIONS	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédent	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédent	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédent
<b>Résultat 2022</b>		4 834 826,17		778 397,17	-	5 613 223,34
<b>Opérations de l'exercice</b>	3 947 927,56	3 394 542,76	6 318 378,26	7 643 278,48	10 266 305,82	11 037 821,24
<b>Totaux</b>	3 947 927,56	8 229 368,93	6 318 378,26	8 421 675,65	10 266 305,82	16 651 044,58
<b>Résultat de clôture 2023</b>		<b>4 281 441,37</b>		<b>2 103 297,39</b>		<b>6 384 738,76</b>
<b>Restes à Réaliser</b>	2 354 716,18	1 284 504,00				
<b>Restes à Réaliser excédent / déficit</b>	<b>1 070 212,18</b>					
<b>Résultats 2023 à affecter</b>		<b>3 211 229,19</b>		<b>2 103 297,39</b>		<b>5 314 526,58</b>

## 8. Affectation budgétaire du résultat 2023 – Budget principal

*Rapporteur Philippe Maillez*

Vu les comptes administratifs du budget principal et des annexes,  
Considérant le compte administratif de l'exercice précédent et son résultat de clôture,

En application de l'instruction budgétaire et comptable M14 et M57, il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture du budget principal et de ses annexes.

Le Conseil Municipal, par délibération 02-2024-17, décide à l'unanimité d'affecter au budget 2024 l'excédent de la section de fonctionnement du compte administratif 2023 constaté à la clôture de l'exercice de la manière suivante :

Résultat global de la section de fonctionnement 2023	2 103 297,39 €
Solde d'exécution cumulé de la section d'investissement 2023	4 281 441,34 €
Solde des restes à réaliser en section d'investissement 2023	- 1 070 212,18 €
Besoin de financement de la section d'investissement	0,00 €
<b>Affectation à l'investissement 2024 (compte 1068)</b>	<b>1 603 297,39 €</b>
<b>Report en section de fonctionnement 2024 (compte 002) - Excédent</b>	<b>500 000,00 €</b>
<b>Report en section d'investissement 2024 (compte 001) - Excédent</b>	<b>4 281 441,34 €</b>

Il est précisé que le solde de la section d'investissement ne peut pas être reporté sur la section de fonctionnement, d'où le maintien d'un montant de sécurité dans cette rubrique pour 500 000 €.

## 9. Adoption du Budget Primitif 2024

*Rapporteur Philippe Maillez*

Vu le Débat d'Orientation Budgétaire en date du 15 février 2024 ;

Le rapporteur expose au Conseil Municipal que le budget primitif du budget principal pour 2024 poursuit la politique d'investissement de la municipalité et s'équilibre de la manière suivante, avec intégration des résultats 2024 :

**En fonctionnement** : 7 961 467,99 € en dépenses et en recettes

**En investissement** : 9 653 198,67 € en dépenses et en recettes

A la question de Mr renevier demandant s'il y a des dotations aux amortissements, la réponse est qu'elles sont dans les opérations d'ordre.

Il n'est pas prévu de provision pour risque (contentieux) mais, dans le cas d'un risque avéré, il serait possible de récupérer en section de fonctionnement jusqu'à 500 000 € de réserve, qui ont été reportés sur 2024.

Concernant la construction du nouveau LIDL, Mme Terrier annonce que le dossier avance. Un dernier recours pourrait encore être traité en Cour de cassation. La Direction Départementale des Territoires se prononcera sur la compensation. Dans l'idéal, les travaux pourraient démarrer au mois d'août de cette année, pour livraison aux environs de février 2025.

Mme Le Guyader trouve que le budget alloué à la requalification de la RD 1084 est exorbitant, au vu de ce qui est prévu sur la commune de Saint-Maurice de Beynost. Elle aurait souhaité la mise en place de commissions de travail sur ce sujet.

Mme Thimel-Blanchoz s'inquiète de la densification urbaine sur la commune et de l'augmentation du trafic urbain. Elle pose la question du taux d'imperméabilisation de la commune.

Mme le Maire répond que ces questions ne sont pas l'objet de la délibération mais entrent plutôt dans le Débat d'Orientation Budgétaire qui a eu lieu lors du précédent Conseil Municipal du 15 mars dernier.

Le Conseil Municipal, par délibération 02-2024-18, adopte avec 20 VOIX POUR et 03 ABSTENTIONS (Mmes Le Guyader et Thimel-Blanchoz et Mr Cottaz) le Budget Primitif 2024 principal établi en conformité avec la nomenclature M57.

## **10. Création d'autorisations de programmes**

*Rapporteur Philippe Maillez*

Conformément aux articles L.2311-3 et R.2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, les dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissement peuvent comprendre des autorisations de programme et des crédits de paiement (AP/CP).

Cette procédure permet à la commune de ne pas faire supporter à son budget l'intégralité d'une dépense pluriannuelle, mais seules les dépenses à régler au cours de l'exercice.

Les AP/CP se composent ainsi :

- De l'autorisation de programme (AP) : elle couvre la totalité des dépenses d'investissement du programme pour toute sa durée : études, maîtrise d'œuvre, acquisitions mobilières et immobilières, travaux.
- Des crédits de paiements (CP) : ils déterminent le montant des inscriptions budgétaires pour l'exercice concerné.
- 

Mme Brelot estime que cette démarche permet une meilleure visibilité des investissements à prévoir sur plusieurs années et allège l'inquiétude que des programmes

d'envergure peuvent générer. Elle suggère que cette même démarche puisse être appliquée pour d'autres financements.

Mme Thimel-Blanchoz demande si le montant global de l'enveloppe est connu pour la requalification de la RD 1084. Mme Terrier répond que cela donnera lieu forcément à des ajustements en fonction de la réalité de terrain. Il sera possible d'aller chercher différents dispositifs d'aides à mesure du déploiement du programme.

Mme Le Guyader demande s'il y a un programme en ce qui concerne le garage Oscar.

Mme le Maire répond que rien n'est arrêté pour le moment. L'obtention de 500 000 € du Fonds Friches va permettre de sécuriser et dépolluer le bâtiment avant toute chose.

Le Conseil Municipal, par délibération 02-2024-19, autorise avec 21 VOIX POUR et 02 ABSTENTIONS (Mme Thimel-Blanchoz et Mr Cottaz), la création des autorisations de programmes suivantes, accompagnées des crédits de paiements précisés comme suit :

Libellé AP	Montant de l'AP	CP 2024	CP 2025	CP 2026	CP 2027
<b>TRAVAUX MAIRIE ET ABORDS</b>	<b>1 615 000,00</b>	615 000,00	1 000 000,00	-	-
<b>CONSTRUCTION CENTRE PERISCOLAIRE</b>	<b>3 315 000,00</b>	1 387 891,89	1 927 108,11		
<b>GARAGE OSCAR</b>	<b>2 500 000,00</b>	1 000 000,00	1 200 000,00	300 000,00	
<b>AMENAGEMENT RUES CENTRALE ET DU PRIEURE</b>	<b>1 300 000,00</b>	500 000,00	800 000,00		
<b>REQUALIFICATION DE LA RD 1084</b>	<b>8 900 000,00</b>	100 000,00	2 000 000,00	3 300 000,00	3 500 000,00
<b>ECLAIRAGE PUBLIC</b>	<b>1 570 000,00</b>	570 000,00	500 000,00	500 000,00	

## 11. Vote des taux d'imposition communaux 2024

Rapporteur Philippe Maillez

Le Conseil Municipal, par délibération 02-2024-20, décide à l'unanimité de fixer les taux d'imposition 2024 sans changement par rapport à 2023, soit :

	Taux 2023	Taux 2024
Taxe sur le foncier bâti	31,47%	31,47%
Taxe sur le foncier non bâti	49,21%	49,21%
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires et les locaux vacants	10,17%	10,17%

## 12. Attribution des subventions 2024 aux associations

Rapporteur Annie Maciocia

ASSOCIATIONS	2022	2023	2024
ABCD	1 500 €	0 €	0 €
AMICALE SAPEURS POMPIERS	1 010 €	950 €	1 000 €
ASS.PERSONNEL COMMUNAL	6 500 €	3 500 €	0 €
BEYNOST ESCRIME CLUB	0 €	0 €	0 €
BIBLIOTHEQUE	5 000 €	5 000 €	5 000 €
COUPE ET COUTURE	0 €	0 €	0 €

EFS TRIATHLON RHONE-ALPES	800 €	800 €	0 €
GABI	180 000 €	158 250,47 €	155 000 €
GYMNASTIQUE VOLONTAIRE	0 €	500 €	0 €
JAB-JOYEUSE AMICALE BOULES	480 €	550 €	500 €
LES AMIS DU FOUR DELORME	3 000 €	0 €	0 €
LES COPAINS D'ABORD	2 600 €	0 €	0 €
MEMOIRE D'HIER	285 €	301,26 €	0 €
PATCHWORK-COLORPACH	0 €	450 €	0 €
ULYSSE 2000 AIN	0 €	0 €	0 €
COOP.SCOLAIRE ELEMENTAIRE exceptionnelle	1 300 € 7 240 €	1 400 €	1 400 €
COOP.SCOLAIRE MATERNELLE exceptionnelle	1 340 €	1 500 €	1 650 € 1 500 €
FOYER SOCIO-EDUCATIF	0 €	0 €	400 €
PARENTS INDEPENDANTS	650 €	450 €	0 €
SOU DES ECOLES LAIQUES	2 000 €	0 €	0 €
BTP CFA BOURG EN BRESSE	0 €	0 €	200 €
CECOF AMBERIEU EN BUGEY	0 €	100 €	0 €
CFA MFR RHONE-ALPES	0 €	0 €	100 €
CHAMBRE DES METIERS AIN	0 €	0 €	0 €
CHAMBRE DES METIERS RHONE	0 €	0 €	0 €
MFR CHAUMONT EYZIN PINET1	0 €	100 €	100 €
MFR DE LA DOMBES	0 €	0 €	0 €
MFR MONTLUEL CFA	0 €	100 €	400 €
MFR LA DOMBES LA SAULSAIE	100 €	0 €	0 €
ACENAS	100 €	100 €	0 €
CTE JUMELAGE MONTLUEL ...	1 367 €	1 337 €	1 337 €
RHONE ELEVAGE	1 000 €	1 000 €	0 €
TAL THEATRE ALLEGRO	0 €	0 €	0 €
C'NOTRE ANNEE ROSES			1 000 € si manifestation
MFR ANSE			100 €
MFR BALAN			400 €
MFR La Vernée de Péronnas	0 €	0 €	100 €
<b>TOTAL VERSE</b>	<b>216 272 €</b>	<b>176 388,73 €</b>	<b>170 137,00 €</b>
<b>RESERVE</b>			<b>69 863,00 €</b>
<b>TOTAL BP 2024 – Article 6574</b>			<b>240 000,00 €</b>

Le Conseil Municipal, par délibération 02-2024-21, approuve à l'unanimité l'attribution des subventions 2024 aux associations comme présentée dans le tableau ci-dessus.

### 13. Convention d'objectifs et de moyens conclue avec l'association GABI

*Rapporteur Sylvie Caillet*

Une convention de partenariat et de financement est conclue chaque année entre la commune de Beynost et l'association GABI, qui s'engage à réaliser des activités et des actions pour favoriser l'accueil des enfants et des adolescents de 3 à 11 ans, en dehors des heures et/ou du temps scolaire :

- a) Accueil périscolaire les jours scolaires, avant et après la classe, accueil de loisirs des mercredis et pendant les congés scolaires, accueil dans le cadre de séjours courts,
- b) Actions d'animation pour les enfants au niveau de la commune de Beynost et des communes environnantes, participation à toute manifestation ayant pour objet l'animation et les loisirs.

L'accueil est ouvert en priorité aux enfants domiciliés à Beynost et, dans la mesure des places disponibles, en premier lieu aux enfants dont les parents travaillent à Beynost puis aux enfants des communes extérieures.



Les services proposés par l'Association GABI fonctionnent dans le cadre d'une « Convention Territoriale Globale » signée notamment entre la commune de Beynost et la Caisse d'Allocations Familiales.

L'Association GABI présente un intérêt public local, et la commune s'engage à :

- c) Mettre à disposition de cette association les équipements immobiliers et mobiliers nécessaires à son fonctionnement
- d) Participer au financement de l'association par une subvention annuelle, et pour l'exercice 2024, à proposer la somme de 155 000€ qui sera versée en 2 fois :
  - Un 1er versement à la suite de la délibération de la présente convention de 70 % du montant de subvention accordée par le Conseil Municipal
  - Un 2ème versement durant le dernier trimestre de l'année civile des 30 % restants qui feront l'objet d'une révision en fonction du montant de CTG versé par la CAF directement à l'association.

La loi 2000-321, article 10 du 12 avril 2000, complétée par l'article 1<sup>er</sup> du décret 2001-495 du 06 juin 2001, impose aux autorités publiques la conclusion d'une convention en cas de versement, à un organisme de droit privé, d'une subvention supérieure à 23 000 €. Il est proposé au Conseil Municipal de conclure une convention d'objectifs et de moyens qui aura pour objet de définir les modalités de partenariat entre les deux parties.

Mme Brelot demande si cette convention donne l'occasion de discuter de certains événements organisés par le centre de loisirs. Mme Caillet répond que cela n'entre pas dans le cadre de la convention. Néanmoins, un dialogue est instauré entre la commune et l'association tout au long de l'année.

Le Conseil Municipal, par délibération 02-2024-22, approuve à l'unanimité la convention d'objectifs et de moyens entre la commune de Beynost et l'association GABI, telle qu'annexée à la délibération ; autorise Madame le Maire ou toute autre personne déléguée à cet effet à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

## **PETITE ENFANCE-EDUCATION**

### **14. Dérogation à l'organisation de la semaine scolaire pour le groupe scolaire des Sources et approbation de la semaine scolaire de 4 jours** *Rapporteur Sylvie Caillet*

Le Conseil de l'école élémentaire des Sources, en date du 05 mars 2024, a approuvé l'organisation de la semaine sur 4 jours ;

Le Conseil de l'école maternelle des Sources, en date du 07 mars 2024, a approuvé l'organisation de la semaine sur 4 jours ;

L'Inspection d'Académie a demandé par courrier aux instances concernées de délibérer en la matière ;

Considérant que le rythme de 4 jours, ainsi que les horaires actuels, conviennent à toutes les parties concernées : professeurs, parents, enfants et commune ;

Le Conseil Municipal, par délibération 02-2024-23, décide à l'unanimité de déroger à l'organisation de la semaine scolaire pour le groupe scolaire public des Sources (école maternelle et élémentaire) de Beynost ; décide d'approuver l'organisation de la semaine de 4 jours ; décide de proposer au Directeur Académique des Services de l'Education Nationale (DASEN) d'organiser la semaine scolaire comme suit :

Ecole maternelle :

Lundi-Mardi-Jeudi-Vendredi  
8H30-11H30/13H30-16H30

Ecole élémentaire :  
Lundi-Mardi-Jeudi-Vendredi  
8H30-12H00/14H00-16H30

**15. Autorisation de signature de la convention de partenariat avec le Département de l'Ain – Programme « Graines de lecteurs » avec service Bébébus – RPE**  
*Rapporteur Véronique Cortinovis*

Dans le cadre du schéma départemental de développement de la lecture publique voté en 2022 pour la période 2023-2028, le Département de l'Ain a mis à jour sa stratégie en matière de promotion de la lecture dès le plus jeune âge. Le renforcement de la politique de lecture envers la petite enfance constitue un aspect essentiel de la mission de développement des pratiques de lecture et de lutte contre l'illettrisme.

Avec les partenaires concernés par la petite enfance, la Bibliothèque Départementale de l'Ain mène une action en direction de ce public de la manière la plus large et la plus structurée possible.

Dans ce cadre, le Département propose une convention de partenariat avec la commune, courant du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2028. Cette convention détermine les engagements de la Bibliothèque Départementale ainsi que ceux de la structure petite enfance partenaire.

La Bibliothèque Départementale de l'Ain s'engage à organiser deux passages par an, pendant 3 ans, du service de navette « Bébébus », pour toute structure partenaire entrant dans le réseau Graines de lecteurs, ainsi qu'à soutenir ses actions par :

- Le prêt de documents et supports d'animation
- Des formations et journées professionnelles spécialisées dans l'éveil culturel des tout-petits
- Des propositions de soutien aux animations
- Des conseils sur projets par les médiateurs petite enfance

La structure partenaire doit désigner un référent « Lecture » et son suppléant. Il s'engage à suivre la formation « Le livre et le tout-petit » et à lancer un certain nombre d'actions de promotion de la lecture, notamment à organiser des temps de lecture collective dans un espace dédié au sein de la structure, à proposer des activités autour du livre et à sensibiliser les parents en les impliquant dans des animations.

A la question de Mme Maciocia concernant la durée de la convention, il est confirmé que la convention court sur 6 ans mais le service Bébébus sur 3 ans.

Le Conseil Municipal, par délibération 02-2024-24, approuve à l'unanimité la convention entre le Département de l'Ain et la commune, annexée à la délibération ; autorise Madame le Maire à la signer.

**URBANISME-FONCIER**

**16. Garantie d'emprunt pour la construction de logements collectifs – Quartier de la gare – DYNACITE**  
*Rapporteur Joël Aubernon*

Le rapporteur rappelle le programme de construction de 5 logements collectifs par Dynacité « Quartier de la Gare » qui est en cours.

La commune a délibéré le 25 octobre 2018 en faveur d'une garantie d'emprunt de la part de la commune à hauteur de 100% pour le remboursement d'un prêt auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations d'un montant de 719 100 € répartis comme suit :

- 374 600 € pour le PLS (Prêt Locatif Social) foncier
- 203 300 € pour le PLS bâti
- 141 200 € pour le PLS complémentaire

Toutefois, le projet de construction a connu un très grand retard au démarrage rendant caduques les emprunts garantis lors de cette délibération n° 07-2018-57 de 2018.

Dynacité a pu obtenir une nouvelle offre de financement de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant de 621 340 €, dont une garantie d'emprunt de la Commune est nécessaire à hauteur de 100%, et répartis comme suit :

- 313 100 € pour le PLS foncier
- 253 683 € pour le PLS bâti
- 54 557 € pour le PLS complémentaire

Les caractéristiques détaillées du prêt sont celles contenues dans le contrat de prêt annexé à la délibération.

La garantie de la commune de Beynost serait accordée pour la durée totale du prêt. Elle s'élève à 621 340 €.

Mme BreLOT pose la question du partage de la garantie à 50 % avec la CCMP. Mme Terrier répond que cela dépend des dossiers. Mr Auberon ajoute que le montant de ce dossier est relativement faible et que les PLS sont aussi financés par le 1 % patronal.

Le Conseil Municipal, par délibération 02-2024-25, accorde à l'unanimité une garantie d'emprunt de ce prêt à hauteur de 100 %.

Comme suit :

Article 1 :

L'assemblée délibérante de COMMUNE DE BEYNOST (01) accorde sa garantie à hauteur de 100,00 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 621 340,00 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de prêt N° 148206 constitué de 3 Ligne(s) du Prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 621 340,00 euros augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt.

Ledit contrat est joint en annexe de la délibération et en fait partie intégrante.

Article 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à

l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 :

Le Conseil Municipal s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

**17. Autorisation donnée à Madame le Maire de signer une convention avec ENEDIS**

*Rapporteur Sergio Mancini*

ENEDIS sollicite la commune de Beynost afin de réaliser des travaux sur le domaine public, sur la parcelle AD 152 située avenue du Mont à Beynost.

Des câbles électriques souterrains doivent être remplacés sur une longueur de 2 X 40 mètres de long. Ces travaux nécessitent la réalisation d'une tranchée de 2 mètres de large.

Madame le Maire ne disposant pas de la délégation lui permettant de donner son accord pour l'exécution de ces travaux, le Conseil Municipal est sollicité à cet effet pour permettre à Madame le Maire de signer la convention de servitudes entre ENEDIS et la commune.

Mme Le Guyader attire l'attention sur la vigilance à avoir concernant les profondeurs réglementaires de terrassement pour éviter tout impact négatif sur les différents réseaux.

Le Conseil Municipal, par délibération 02-2024-26, autorise à l'unanimité le remplacement de câbles électriques souterrains par la société ENEDIS, sur la parcelle AD 152, située avenue du Mont – 01700 Beynost ; autorise Madame le Maire à signer la convention de servitudes à intervenir, passée entre ENEDIS et la commune, ainsi que tous documents afférents.

**18. Questions diverses**

NEANT.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h10.